

Les difficultés de l'opinion publique espagnole pour comprendre le processus socio-politique au Maroc

PEDRO CANALES

En este artículo, el autor sostiene que no existe en España una única posición sobre el proceso socio-político que vive Marruecos, tampoco existe una opinión pública clara al respecto. Subraya que existen tantas percepciones que bloques de actores y protagonistas de las relaciones bilaterales, actores económicos, periodísticos, políticos, escritores, familiares de individuos que han vivido en Marruecos y descendientes de militares que participaron en las guerras con este país. Considera que la ausencia de una opinión pública coherente es un obstáculo para el buen desarrollo de las relaciones entre ambos países.

Palabras clave: Marruecos, España, Opinión pública, Comunicación

Dans cet article, l'auteur soutient l'idée qu'il n'existe pas en Espagne une position unique et définitive sur le processus sociopolitique que vit le Maroc, ni existe une opinion publique claire à ce propos. Pour lui, il existe autant de perceptions que des blocs d'acteurs et protagonistes des relations bilatérales : acteurs économiques, journalistes, hommes politiques, écrivains, parents des espagnols ayant vécu au Maroc, descendants des militaires ayant participé aux conflits armés, etc. Ce manque d'opinion publique cohérente est une entrave au bon déroulement des relations entre les deux pays.

Mots Clés : Maroc, Espagne, Opinion publique, Communicatio

La vision des Espagnoles vis-à-vis de la politique extérieure et les pays voisins n'est pas homogène. Elle est conditionnée par l'histoire, les tendances idéologiques, ainsi que par l'appartenance géographique à telle ou telle région. De telle sorte que le regard que porte un Catalan sur son voisin français n'est pas la même que celle d'un Andalou qui a eu à peine des relations avec les Français le long de l'histoire. Il en est de même d'un conservateur par rapport à un progressiste.

Par conséquent, on ne saurait dire qu'il existe « une seule opinion publique espagnole par rapport au Maghreb, et plus particulièrement à l'égard du Maroc ». C'est que, ce que l'on pense et l'on dit en Espagne de ces pays, dont le Maroc, n'est ni homogène, ni définitif, ni arrêté, ni cohérent, ni unique. Il existe beaucoup d'opinions publiques, non seulement une seule. Néanmoins, aucune d'entre elles n'est suffisamment majoritaire, pour être considérée comme prépondérante et normative.

La raison fondamentale réside dans le fait qu'il existe une grande ignorance de la réalité marocaine, de son histoire, de ses faits marquants, de ses mouvements politiques et sociaux et de sa culture. Cette ignorance empêche la formation d'un ensemble de conclusions que nous pouvons caractériser d'« opinion publique ».

Les principaux acteurs et créateurs de l'opinion publique sont principalement les moyens de communication. Bien qu'ils ne soient pas les seuls créateurs de cette dernière -nuance très importante dans le cas du Maroc, comme nous le verrons plus loin. Les moyens de communication espagnols, malgré les efforts constatés durant les dernières années, sont encore prisonniers de schémas et de préjugés historiques. On informe peu, et l'on stigmatise beaucoup.

En effet, nos médias sont assujettis aux dogmes ou au relativisme, aux insultes ou aux éloges, au

¹ Bien qu'avec des variations dans le temps, le nombre de médias espagnols qui ont été représentés au Maroc a été toujours très haut. Parmi les médias qui avaient leurs propres correspondants citons notamment : ABC, La Razón, El País, El Mundo, El Periódico de Barcelone, Avui, La Vanguardia, El Correo, Cambio 16 et Ce qui est Impartial (numérique). Les radios : SER, COPE, RNE. Les chaînes de télévision : TVE, Antena3, Canal Sur. Les agences : EFE, Colpisa et Europa Press.

dénigrement ou à l'exaltation, indifféremment. Le pourcentage d'objectivité journalistique est bas. Certes elle existe, mais elle n'est pas généralisée. C'est un fait, malgré les efforts déployés aussi bien par les journalistes qui travaillent en Espagne que par ceux qui voyagent périodiquement¹. Dans les moyens de communication, il existe un type particulier de censure, quelque soit la dénomination qu'elle prend. Souvent les directeurs des médias s'érigent en arbitres sans appel de l'information, jugeant ce qui devrait ou ne devrait pas être publié ou diffusé.

La responsabilité qui incombe aux médias en termes de formation de l'opinion des gens sur le Maroc se situe à trois niveaux :

- La direction des médias.
- Les responsables des secteurs informatifs, aux deux niveaux national et international.
- Les journalistes eux-mêmes, envoyés spéciaux ou correspondants.

En résumé, la question que nous pourrions formuler est la suivante : Que pensent les Espagnols du processus politique et social au Maroc ? La réponse est que les avis sont très divers, différant au gré de tout un chacun.

Comme schéma pédagogique et pour faciliter sa compréhension, je serai tenté de répartir l'opinion des Espagnols dans des blocs. Peut-être n'est-ce pas très orthodoxe, du point de vue académique, n'empêche qu'il s'agit d'un schéma très illustratif et facile à comprendre.

En premier lieu, on trouve la frange d'opinion des « démocratisés² ». C'est-à-dire, tous ceux qui divisent le monde en deux, ceux qui vivent dans la démocratie et ceux qui n'en jouissent pas. Cette vision a beau être fictive, cette frange de « démocratisés » n'en comprend pas moins un important pourcentage de gens.

L'exemple le plus parlant de ceux qui considèrent que le Maroc est un pays sans libertés, est peut-être le dirigeant socialiste José Lien, qui, juste avant que José Luis Rodriguez Zapatero ne voyage au Maroc pour essayer de pallier la crise déclenchée par celui qui était alors président du gouvernement, José Maria Aznar, a réitéré en public ses thèses connues qu'au Maroc « il n'y a pas de démocratie, ni un État de droit, les droits humains n'y sont pas respectés et sa monarchie est féodale »³.

Pour ceux qui pensent comme Bono, le régime du Maroc n'est pas démocratique. Point à la ligne. Ceux qui pensent ainsi, dans leur immense majorité ne connaissent ni la Constitution du pays⁴, ni les lois⁵, ni les consultations électorales effectuées depuis l'Indépendance politique du pays en 1956⁶, en particulier « l'ouverture politique » réalisée durant les années quatre-vingt-dix par le roi précédent, Hassan II⁷; ni sa division administrative proche du régionalisme⁸. Rien. La seule chose qu'ils pensent savoir est que tout ce que fait le Maroc est mauvais, et que ce pays ne sera pas accepté dans le « club des démocrates » tant qu'il n'adoptera pas un régime qui respecte com-

² J'établis à bon escient la distinction entre « démocratisés » et « démocrates ». Les premiers font de la Démocratie une profession de foi, et ils l'appliquent comme concept absolu, sans tenir compte de l'histoire et des conditions socio-culturelles du pays. Les seconds luttent pour faire avancer un ensemble de valeurs dans lesquels l'être humain est le centre, mais dont l'application est soumise à un processus évolutif.

³ Déclaration de José Bono le 21 décembre 2001, quand Zapatero a visité le Maroc.

⁴ Pour consulter l'histoire de la Constitution du Maroc, de son origine, de l'évolution et ses amendements successifs, voir :

http://es.wikipedia.org/wiki/Constituci3n_de_Marruecos.

⁵ Les Lois proviennent de deux sources : du Pouvoir législatif du Parlement, et du Roi qui légifère par décret, appelé dahir.

⁶ Histoire électorale au Maroc. Consulter les travaux académiques du professeur Bernabé López de l'Université Autonome de Madrid :

http://www.uam.es/otroscentros/TEIM/Revista/reim4/BLG_analisisselecto.htm

⁷ Elle consiste en l'arrivée de l'opposition nationaliste, surtout la nomination du socialiste Abderahman Yousoufi comme premier ministre, ce dernier a été condamnée à la prison à vie deux fois

⁸ Pour connaître la division administrative du Maroc, consulter :

<http://enciclopedia.us.es/index.php/Marruecos#Divisi.C3.B3nadministrativa>.

plètement les droits et les libertés ; autrement dit, un régime copié d'Occident.

Pour ce bloc d'opinions, le Roi est mauvais, le gouvernement est mauvais, les militaires sont mauvais, les partis politiques sont mauvais et même les intellectuels sont mauvais. Simplement parce qu'ils ne sont pas démocrates⁹. Et puisque, dans cette optique, tout ce qui vient du Maroc est mauvais, force est de se méfier, critiquer, vilipender et s'opposer systématiquement. Nous sommes en plein dans un de dualité manichéenne, dans laquelle le Maroc incarne le mal, et l'Occident le bien. Même s'il paraît caricatural, cet état d'esprit, qui conforme une partie de l'opinion publique, a assez de poids.

Paradoxalement, l'immense majorité de ceux qui critiquent le régime du Maroc pour le manque de démocratie, les atteintes aux libertés et la violation des droits individuels, ignorent complètement les luttes que des partis, des organisations et des citoyens marocains ont engagées le long de l'histoire et ils continuent à le faire de nos jours, pour promouvoir dans le pays un régime fondé sur les libertés et les droits humains. Ils ignorent ce que les militants ont souffert pour les droits des citoyens, les années de prison qu'ils ont endurés, les tortures dont ils étaient victimes durant les années noires du régime, celles appelées « années de plomb ¹⁰ » .

Dans le pôle opposé à ce groupe de « démocrates », on trouve un autre, aussi disparate que le premier. Il englobe ceux qui estiment que le Maroc est le royaume paradisiaque des mille et une nuits ; un pays de rêve, de princes et princesses plus ou moins enchantés. Ce sont les « amis inconditionnels » du régime marocain, qui n'ont aucun problème à l'admettre¹¹ . Cet état d'esprit est éloquemment exprimée par celle qui signe sous le nom de Helena, laquelle a écrit, dans un « carnet de voyages » d'une agence touristique, sous le titre Les Mille et une nuits, un voyage de rêve : « ... Tout a commencé à Marrakech, de nuit, dans la place Djema el Fna, la fumée montait, les tambours africains sonnaient, la rêverie et la magie s'emparaient de mes sens presque sans que je m'en rende compte... ».

La majorité de ceux qui pensent ainsi le font parce que d'une certaine manière ils ont joui de privilèges, des goûts et des plaisirs courtois. À cela s'ajoute une sage politique d'invitations, de voyages, de cadeaux, de décorations, de festivités ...¹²

D'autres pensent de la sorte, parce qu'ils sont fascinés par une monarchie qui, en plein XXI siècle, continue à régner sur la base de règles propres aux XVII et XVIII siècles, en ces temps mythiques du Moulay sultan Ismail, dont le règne a duré plus d'un demi siècle, laissant bouche bée même le roi du Soleil, Louis XIV de la France ¹³ , auquel le Sultan a demandé la main d'une de ses filles naturelles, dans le but d'établir une grande alliance familiale entre les deux Monarchies.

Qui mieux que Carmina Ordoñez pour défendre le Royaume alaouite, lorsqu'elle déclarait, avant de mourir, à une chaîne de télévision espagnole : « ... Je suis amoureuse du Maroc. Un pays où j'ai trouvé la paix. Parce qu'il y existe vraiment la paix, il n'y a pas de terrorisme, il n'y a pas de délinquance. Les gens sourient, les gens sont heureux... ».

Une fois ces deux blocs mis en exergue, à partir de ce point, l'opinion publique espagnole se diversifie.

Il y a alors ceux qui vivent proches du monde du commerce et de l'économie, qui sont conscients

⁹ Le Roi de par son statut, et les militaires de par leur fonction, ne peuvent pas démocratiquement être choisis. Le gouvernement marocain est désigné conformément à la Constitution qui détermine les prérogatives réelles. Quant aux intellectuels, ils oeuvrent dans le domaine de la pensée, leur fonction transcende les systèmes politiques.

¹⁰ En référence à la période de répression politique qu'a pratiquée le roi précédent, Hassan II, entre 1960 et 1990, qui a marquée par des centaines de prisonniers et disparus. Selon l'Instance Équité et Réconciliation (officiel) il s'agit de 592 morts et des centaines de disparus. Selon l'Association marocaine de Droits Humains (indépendant), ils ont été plus de 3.000 morts, et des milliers de disparus. Sur le sujet controversé des « amis du Maroc », voir : <http://www.minutodigital.com/noticias/2094.htm>

¹¹ Sur le sujet contesté des « amis du Maroc », voir: <http://www.minutodigital.com/noticias/209>

¹² La diplomatie des décorations. Voir l'article de l'auteur : <http://www.elimparcial.es/contenido/24532.html>

¹³ Bien que le roi Mohamed VI ait dissous le harem de son père, en renvoyant les esclaves et les concubines à leurs maisons et leurs familles d'origine, le Palais royal est encore omniprésent. Il existe de facto un « gouvernement parallèle » qui siège au Palais, autour du Roi, composé de ses conseillers et ses consultants.

des possibilités qu'offre le Maroc en termes de commerce ¹⁴. Bien qu'ils réalisent aussi les difficultés et l'omniprésence de l'Administration la corruption qui s'ensuit.

Il s'agit de milliers d'Espagnols qui ont voyagé, ou qui voyagent constamment au Maroc, liés à cet univers économique d'opinions. Leurs idées, ils les transmettent à leurs amis, aux parents et aux salariés.

Le doyen des entrepreneurs espagnols résidant au Maroc, Benedito Gimeno, résume cette situation en ces termes : « Le Maroc est à la mode. La rentabilité des investissements, surtout immobiliers, attire tous ceux qui ont quitté ce domaine, en Espagne, en raison de ses bénéfices incertains. Les nouvelles infrastructures mises en place font du Maroc un pays plus abordable. Si à tout cela on ajoute un critère favorable dans les garanties juridiques, il est évident que le Royaume est en passe de devenir une belle opportunité pour les investisseurs espagnols ».

3- En quatrième lieu, nous avons le monde des artistes, les créateurs, la mode, l'image et le cinéma ¹⁵. Un monde qui mobilise beaucoup de milliers de gens ; ils présentent aussi une opinion qui n'a rien voir avec celle officielle ou gouvernementale, ni non plus avec celle des chefs d'entreprise ou des « démocratistes ».

Il est curieux que le journal Aujourd'hui le Maroc, de réputation douteuse après avoir sorti à sa une la photo du Président espagnol José Maria Aznar , lors de son dernier voyage au Royaume, en décembre 2003, avec ce titre : « Vous n'êtes pas le bienvenu au Maroc », ce même hebdomadaire consacrait un vaste espace au septième art espagnol et à sa présence au Maroc. « Beau couronnement pour l'événement en 2005, Année de l'Espagne au Maroc ». L'éditorialiste écrivait : « Au nom de l'amitié hispano-marocaine, la cinquième édition du Festival International du Cinéma de Marrakech, prévue du 11 au 19 novembre 2005, sera consacrée au cinéma du pays de Cervantès. On se saisit de cette occasion pour promouvoir le rapprochement entre le peuple et le cinéma et l'amélioration des relations entre le Maroc et son voisin ».

Il faut également mentionner l'avis de beaucoup de gens en Espagne qui sont seulement en contact avec les immigrants, leurs misères, leurs difficultés, leurs endurance; mais voient aussi, les astuces, la vente du haschich, le 'débrouille-toi, comme tu peux ».

Alcorcón, ville-dortoir à 15 km au sud de Madrid, a acquis une grande notoriété. On l'appelle « l'Amsterdam espagnole ». Le haschich en provenance du Maroc y circule abondamment. Cette affaire préoccupe l'Association Pères et Mères Contre la Drogue d'Alcorcón, ONG créée en 1992 avec une subvention municipale. Son porte-parole, Isabel Montoya, assure que « Alcorcón a des problèmes de drogue depuis longtemps. On n'y vend déjà pas de l'héroïne, mais de la cocaïne et du haschich. Cela a même lieu dans les places et dans les bars. Les associations des pères d'élèves, les APAS, ont dénoncé le fait qu'on vende de la drogue à la sortie des collèges, mais le maire nous a dit que tout était sous contrôle, que des policiers camouflés dans des voitures avaient été postés aux portes des centres ».

Une partie de l'opinion publique généralise ses positions à partir de cette situation et croit que le Maroc est un des pays les plus pauvres au monde, générant misère, « embarcations », commerçants et délinquants ¹⁶. Vision très partielle de la réalité qui ne reflète pas la vérité. Même si tout cela existe, ce n'est pas toute la réalité.

5- Le monde intellectuel marocain a peu d'influence sur l'opinion publique espagnole, parce que la majorité de ses composantes sont d'abord de formation et d'expression arabe, en deuxième lieu de formation et d'expression française¹⁷. La plupart des oeuvres diffusées en Espagne ont été tra-

¹⁴ Présence au Maroc de plus de 1000 entreprises espagnoles, comptant des représentants sporadiques et des bureaux délégués, le nombre d'entreprises espagnoles au Maroc pourrait s'élever à 1500.

¹⁵ En novembre 2005, le Cinéma espagnol a célébré sa journée à Marrakech avec la présence d'un groupe important de cinéastes, metteurs en scène, essayistes, caméramans, accompagnés de stars et d'admirateurs.

¹⁶ Dans tous les sondages effectués en Espagne, on attribue un haut pourcentage de préoccupation des citoyens à l'insécurité, la délinquance et l'immigration, en mettant parfois en rapport les trois soucis. De manière systématique, mais avec des hauts et des bas, le Maroc est perçu comme « ennemi potentiel »

¹⁷ Les intellectuels marocains les plus connus par les Espagnols écrivent et s'expriment en les deux langues arabe et française. Les maisons d'édition au Maroc publient leurs livres en ces deux langues, exclusivement.

duites de leurs originaux arabe ou français. Des auteurs comme Abdellah Laroui, Malika Assimi, Fatima Baroudi, Abdeslam Bakali, Tahar Benjeloun, Abdelkader Chaoui, Mohamed Choukri, Dris Chraïbi, Abdellatif Laabi, Abdelhak Serhan ou Fatima Mernissi, et beaucoup d'autres, sont déjà présents dans des bibliothèques et des librairies espagnoles. Mais il y a aussi une minorité active d'hispanophones dans le Nord du pays, à Tétouan, à Larache, à Tanger et à Chefchaouen, auxquels l'Espagne actuelle a donné, hélas, très peu de cas¹⁸. Malgré cela, ils multiplient les actions et sont actifs dans les universités espagnoles, dans les forums, dans les cercles académiques, et dans les associations. Sont aussi connus des auteurs comme Mohammed Chakor, Hakim Ibn Azzuz, Abderrahim Jebbur Oddi, abdellatif Khatib, Moisés Garzon Serfaty et Mohammed Temsamani, qui écrivaient déjà en Espagnol pendant la période du Protectorat espagnol au Maroc ; il y a d'autres écrivains plus modernes comme Abdellah Jbilou, Mohamed Buissef Rekkab, Larbi el Harti, Mohamed Sibari, Abdellatif Khatib.

Il y a un échange intellectuel entre les deux pays qui commence à avoir plus de poids. Dernièrement, nous voyons chaque fois plus d'auteurs, de penseurs, d'islamologues, de politologues et de journalistes marocains, qui présentent des conférences et des expositions en Espagne¹⁹. Ce qui contribue à un changement sain et perceptible de l'opinion publique vis-à-vis du Maroc.

Dans ce chapitre, force est de saluer les livres et les essais politiques rédigés par des journalistes ayant travaillé au Maroc. Ils transmettent en effet des expériences, de la connaissance et une volonté d'entente mutuelle. L'Espagne et le Maroc de la rive sud, de Carla Fibla, vient clore toute en série. Sont apparus avant des livres comme L'Islamisme politique au Maroc, de Paco Soto ; Voisins éloignés, d'Ignacio Cembrero ; La dernière frontière, le Maroc, le voisin inquiétant, de Javier Valenzuela et Alberto Masegosa ; Le Maroc entre la tradition et le modernisme, de Domingo del Pino. Les deux derniers ont été publiés durant les années quatre-vingt-dix et les autres entre 2004 et 2007. La vision des auteurs de ces livres est plus réaliste en ce qui concerne le Maroc, parce que les journalistes y ont vécu pendant de longues années, et ont eu des contacts avec différents acteurs de la vie politique, sociale et culturelle. Malheureusement, la voix de ces professionnels n'a pas d'impact et l'écho souhaité dans la société espagnole, parce qu'ils ne jouissent pas d'un espace, par exemple une colonne fixe, et ils ne sont pas invités à participer aux discussions par les radios.

6- Il existe un autre bloc qui mérite qu'on s'y attarde, parce qu'il constitue, à mon sens, un noyau d'opinion plus importante que ce que l'on pense. Il compte les Espagnols qui ont vécu au Maroc pendant le protectorat et les années postérieures, pour y travailler ou pour y combattre. Ce bloc est encore actif.

Il y a beaucoup d'associations d'Espagnols siégeant à Larache, à Tétouan, à Kasr al Quibir et à Tanger²⁰, comme L'Association culturelle Amis de Larache, créée le vendredi 19 mai 2000, lorsque, dans une cafétéria madrilène, un groupe de douze amis et de connaissances, tous compatriotes de Larache, ont décidé de créer une Association dans la Communauté de Madrid semblable à celle qui existait déjà à Cadix. « Ainsi est née – disent-ils- l'Association Culturelle Amis de Larache de la Communauté de Madrid, dont la première assemblée directrice a regroupé la majorité des douze promoteurs ». Il y a aussi des associations d'ex-diplomates qui ont travaillé au Maroc²¹, et évidemment, d'anciens combattants, ou de leurs descendants²².

Cette frange d'opinion est très active. Elle propage une idée du Maroc, bien que souvent idyllique -celle qu'ils ont connue n'existant plus, n'en joue pas moins un rôle important dans la formation

¹⁸ Un groupe d'écrivains en langue espagnole de Larache se sont plaints, il y a des années, de la marginalisation et l'oubli dont ils font l'objet de la part des représentations diplomatiques espagnoles au Maroc.

¹⁹ Récemment, des conférenciers marocains se sont rendus en Espagne, sur invitation de Real Instituto Elcano, par la Casa Árabe, ou par les services de certaines sociétés comme Repsol ou Caja de Madrid.

²⁰ Pour connaître certaines associations espagnoles siégeant au Maroc, comme l'Association culturelle Amis de Larache et s'autres fonctionnaires espagnols, Amis de Kasr el Quibir, Tanger Habibi, Larache en el Mundo, entre autres, voir : <http://www.acamlukus.org/>.

²¹ A Madrid, un groupe d'anciens diplomates ayant été affecté au Maroc se réunissent régulièrement.

²² Un groupe important d'ex-combattants

de l'opinion publique.

Il existe également l'opinion que nourrit la population des deux villes de Ceuta et Melilla, fort différente des autres. Il s'agit d'une opinion déterminée par trois facteurs fondamentaux : la proximité²³, la convivance²⁴ et le legs historique²⁵. Ces trois axes génèrent un mélange, parfois surprenant, chargé de contradictions, et d'opinions souvent viscérales.

8- En somme, il faudrait faire part de l'opinion publique espagnole en relation avec le Maroc, qui a vu le jour, à partir de la réaction face au conflit du Sahara occidentale.

Une grande partie de l'opinion espagnole voit le jour comme contre coup ou conséquence de ce que l'on pense de l'ex-colonie espagnole en Afrique. Des milliers d'Espagnols nourrissent une idée du Maroc, en fonction de ce qu'ils pensent de ce que fait le régime marocain face au conflit du Sahara²⁶.

On ne le sait que trop, le nombre d'Espagnols critiques vis-à-vis du Maroc dépasse celui de ses amis, en relation avec ce thème de décolonisation²⁷.

Les Associations des Amis du peuple sahraoui sont très actifs dans tout le pays, mobilisant des dizaines de milliers de personnes²⁸. Il existe un nombre de municipalités, d'institutions élues, d'ONG, de syndicats et de groupes organisés de professions libérales qui aident les réfugiés sahraouis vivant dans les camps de Tindouf, situés dans la région algérienne du même nom, dans l'extrême centre-ouest du pays, limité au nord par les frontières avec le Maroc, et à l'ouest et au sud, avec celles de la Mauritanie et du Sahara²⁹.

Ces Espagnols solidaires envoient aux campements des vivres, des médicaments et du matériel pour les infrastructures sociales³⁰; ils accueillent des milliers d'enfants sahraouis pendant les vacances³¹, et constituent une opinion publique assez importante³².

Malheureusement, ici aussi prédomine l'ignorance³³. En effet, très peu de militants de ces associations connaissent vraiment ce qui s'est passé au Sahara occidental; connaissent les faits et l'histoire de la dynastie alaouite ou de celles antérieures, ainsi que les relations qu'elles entretenaient avec les populations du Sahara; qui sont aussi capables de différencier les Sahraouis par tribus, fractions et familles; qui connaissent les liens entre les gens de Sidi Ifni et ceux de

²³ Les deux villes sont très proches de Tétouan et de Nador respectivement, d'où un flux humain incessant.

²⁴ Dans les deux villes, plus de 30% de la population est d'origine musulmane marocaine. Même dans le corps militaire, la présence de musulmans atteint jusqu'à 25%

²⁵ Depuis leur 'hispanisation' (Ceuta en 1497 et Melilla en 1580, les deux villes ont été sujettes à une série de blocages, de guerres, d'assauts et de revendications territoriales de la part du Maroc.

²⁶ L'information qui arrive en Espagne sur ce qui se passe au Sahara, dans les territoires et dans les campements, est tronquée, en général. Il existe des informations abondantes apportées par le Polisario, mais peu d'informations de la part du Maroc, ce qui réduit encore plus la connaissance du conflit.

²⁷ Les Amis du Peuple sahraoui agissent publiquement, alors que les 'amis' du Maroc le font en secret.

²⁸ La coordination des Associations des Amis du peuple sahraoui englobe des dizaines d'associations régionales et locales, réparties dans toute l'Espagne.

²⁹ On confond souvent la localisation des camps des réfugiés, croyant qu'ils se trouvent sur le territoire du Sahara, alors qu'ils se trouvent en Algérie, abritant plus de 100 mille personnes dans une zone désertique proche des frontières avec le Maroc.

³⁰ Le soutien matériel aux campements des réfugiés consiste en des vivres, des médicaments, des moyens de transport, des moyens de communication, des livres, des vêtements, ainsi que d'autres nécessités.

³¹ Chaque année, arrivent en Espagne environ 15000 enfants sahraouis pour passer les vacances. La grande majorité est prise en charge par des familles espagnoles.

³² Par une initiative du PSOE et avec le soutien de tous les partis représentés dans le Parlement espagnol, un groupe interparlementaire de soutien au Référendum au Sahara, par conséquent solidaire avec le Polisario, est créé en 2001. Il a été dirigé, durant une longue période par la députée du PSOE, et actuel numéro 2 du parti, Leire Pajín. Fait étrange, dans sa biographie publiée par le PSOE, cette fonction n'apparaît pas.

<http://www.psoe.es/ambito/cef/directory/index.do?action=view&id=264&pagina=3>

³³ Les pages web solidaires avec le peuple sahraoui abondent de matière apportée par le Polisario, ou bien créée par les sympathisants avec sa cause. Ils sont rares les informations qui jettent une lumière plus ample sur le conflit.

Laayoune ; qui ont entendu parler de la ville sainte de Smara et du rôle qu'elle a joué dans l'islamisation de cette région du nord ouest africaine ; qui connaissent au juste ce que sont les campements de Tindouf, comment est né le Front du Polisario, quel rôle la guerre froide a joué dans ce conflit ; qui connaissent les souffrances endurées par les Sahraouis dissidents face aux dirigeants actuels du Polisario. Non seulement ceux qui sont revenus à Laayoune, Boujdour, Smara ou Dakhla, mais tous ceux qui se sont exilés en France, en Espagne et au Canada ; qui auraient une certaine idée de la diaspora sahraouie en Mauritanie, de son poids, de son histoire, et de ses traditions. Très peu d'Espagnols connaissent cela.

La Coordination Officielle des Associations Solidaires avec le Sahara (COASS), regroupant toutes les associations locales et provinciales en Espagne, est passée, dans une période de deux ans, des attaques frontales intransigeantes, aux critiques plus pondérées. En 2006, la COASS signalait dans son argumentaire : « Le Maroc encourage le trafic de drogues et de personnes », « c'est une force d'occupation, partant, il n'est pas habilitée à présenter une proposition comme celle de l'autonomie », « il doit respecter les résolutions de la communauté internationale et honorer ses engagements internationaux », « dans un système féodal comme celui du Maroc, l'autonomie réelle est impensable. » On y trouve aussi : « L'Espagne est directement responsable et coupable de cette situation. »

Par contre, dans une lettre envoyée au président du gouvernement, José Luis Zapatero, peu avant son voyage au Maroc, le 10 juillet 2008, la COASS s'est montrée moins péremptoire : Nous voudrions vous demander de conseiller, aujourd'hui plus que jamais, nos voisins du Maroc, pour qu'ils acceptent et respectent, une fois pour toutes, le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, reconnu par toutes les résolutions de l'ONU et de l'UA, depuis plus de 40ans, et cessent de violer les droits humains au Sahara occidental occupé par l'armée marocaine. Ta prochaine rencontre avec le roi Mohammed VI est une bonne occasion pour le faire. »

En guise de conclusion, force est de noter que, dans la formation de l'opinion publique espagnole vis-à-vis du Maroc, de son régime et de ses gens, il existe beaucoup de passion, beaucoup de sentiments, beaucoup de préjugés, mais très peu d'information. Il s'agit d'entraves qu'il faudrait vaincre, pour construire un futur commun. Tant il est vrai que les sondages d'opinions réalisés en Espagne affirment que, synonyme de drogue, de terrorisme, d'embarcations, de corruption et du manque de démocratie, le Maroc est encore perçu comme la menace qui plane sur la sécurité des Espagnols.

Il incombe, dans ce cadre, aux médias de remettre en cause leur politique informative à l'égard du Maroc. Il ne s'agit pas d'adopter une politique de soutien, et d'informer positivement, mais de transmettre au lecteur espagnol la réalité du Maroc, pour qu'il puisse avoir une idée objective sur un pays qui occupe de plus en plus d'espace dans l'agenda économique et politique de Madrid.